

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 21 février 2017 :

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre,
Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D’Haese-Leuridant M., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Breuse E., Decamps P., Chanoine V.,
Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C., Egels E.,
Petit N., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.

Excusés : Hallot J.P., Senecaut M., Vanderkel A.,
Robette-Delputte F., Delhay J.,

Monsieur Demoustiez intègre la séance au point 6

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 24 janvier 2017 – partie publique –
approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, approuve avec 14 voix « pour » et 1 « abstention », le procès-verbal de la séance du 24 janvier 2017, partie publique.

2. **Finances** – Situation de caisse en date du 1^{er} février 2017 – **information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Prend connaissance l’information.**

3. **Finances** – approbation par Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux des adaptations apportées à la délibération communale établissant les montants de redevance pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs – **information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Prend connaissance l’information.**

4. **Personnel** – approbation par Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux des adaptations apportées au Statut administratif du personnel communal non-enseignant de la Commune de Jurbise (articles 30, 129 et 131 bis) – **information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Prend connaissance l’information.**

5. Secrétariat – Demande de rachat d’une concession avec sépulture – fixation du montant de rachat – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 juin 2013, arrêtant les tarifs pour l’octroi d’une concession avec sépulture ainsi qu’une liste de prix ;

Vu le courrier du 23 novembre 2016 de Madame Véronique Pigeon, demandant le rachat de la sépulture dans le cimetière d’Herchies de la famille Dubois Maurice – Hougeneen Marise dans son état actuel ;

Attendu que la sépulture dont question a fait l’objet d’un constat d’abandon dressé en date du 01 mai 2008 ;

Vu la proposition, sur base du tarif susmentionné et compte tenu de l’état de la sépulture, de sa superficie et de sa valeur esthétique, de fixer son montant de rachat à 250 € ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l’unanimité :

Article 1er. - De fixer le montant de rachat de la sépulture de la famille Dubois Maurice – Hougeneen Marise au tarif de 250 €.

Article 2. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier.

6. Marchés publics – MP 2016-21-SG-MT : Appel à projets régional « Propreté publique – acquisition de matériel de propreté ». Acquisition de poubelles et de cendriers de rue – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1^o a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 novembre 2016 octroyant une subvention d'un montant de 25.000 € à la Commune de Jurbise pour l'acquisition de matériel de propreté ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-21-SG-MT relatif au marché "Acquisition de poubelles et de cendriers de rue" établi par l'auteur de projet.

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 24.793,38 € hors TVA ou 29.999,99 €, 21% TVA comprise.

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité.

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le SPW - Département du Sol et des Déchets - Direction des Infrastructures de gestion des déchets, Avenue Prince de Liège 15 à 5100 Namur (Jambes), et que le montant promis le 23 novembre 2016 s'élève à 25.000,00 €.

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du budget communal, exercice 2017, articles 876/74451:20160082.201.

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 17 janvier 2017, obtenu le 8 février 2017 et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016-21-SG-MT et le montant estimé du marché "Acquisition de poubelles et de cendriers de rue", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 24.793,38 € hors TVA ou 29.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Une subvention pour ce marché a été promise par l'autorité subsidiaire SPW - Département du Sol et des Déchets - Direction des Infrastructures de gestion des déchets, Avenue Prince de Liège 15 à 5100 Namur (Jambes).

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au service extraordinaire du budget communal, exercice 2017, articles 876/74451:20160082.201.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**7. Marchés publics – MP 2017-SG-01 relatif à la fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration – mode de passation, conditions et CSCh –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25, et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des fournitures pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-SG-01 relatif au marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration" établi par le Directeur général.

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 97.971,00 € hors TVA ou 118.544,91 €, 21% TVA comprise.

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert.

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin.

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise et des Fabriques d'Eglise implantées sur la Commune, et ce jusqu'à l'attribution du marché.

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative.

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au service ordinaire du budget, exercice 2017, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503, 72201/12503, 72202/12503, 72203/12503, 767/12503, 762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703.

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 17 janvier 2017, obtenu le 7 février 2017 et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-SG-01 et le montant estimé du marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 97.971,00 € hors TVA ou 118.544,91 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 3. - La Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise et des Fabriques d'Eglise implantées sur la Commune, et ce jusqu'à l'attribution du marché.

Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5. - Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participants.

Article 6. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

-
- 8. Travaux – MP 2016-14-SG-GU relatif à la remise en état de la pelle hydraulique Liebherr A311 Litronic - proposition d'avenant n°1 au montant de 6.847 € HTVA ou 8.285,72 € TVAC – ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) et l'article 26, §1, 2°, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Vu la décision du Collège communal du 12 décembre 2016 relative à l'attribution du marché "Remise en état de la pelle hydraulique Liebherr A311 Litronic" à S.O.M.T.P, Rue de l'Artisanat, 8 à 5020 Suarlée pour le montant d'offre contrôlé de 14.405,60 € hors TVA ou 17.430,78 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2016-14-SG-GU ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, de remplacer le carter d'articulation gauche, le moyeu et le cardan de la pelle hydraulique ;

Considérant qu'une offre a été reçue à cette fin de l'adjudicataire le 19 janvier 2017 ;

Q en +		6.847,70 €
Total HTVA	=	6.847,70 €
TVA	+	1.438,02 €
TOTAL	=	8.285,72 €

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 47,53% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 21.253,30 € hors TVA ou 25.716,50 €, 21% TVA comprise ;

Attendu que la pelle hydraulique était en cours de démontage dans l'atelier de l'Adjudicataire, et qu'au cours de ces opérations, il est apparu indispensable de procéder à des travaux complémentaires, indispensables à la remise en état du véhicule ;

Attendu que ces éléments ne pouvaient pas être vérifiés, ni contrôlés sans démontage complet de la grue ;

Compte tenu de l'urgence à pouvoir, le plus rapidement possible, disposer à nouveau de ce véhicule au regard des missions et des travaux habituels des services ouvriers, tels que curages de fossés et rivières, manutentions d'accessoires de voirie en béton ou en fonte, chargement de déchets de terres et cailloux, décretages de voiries, ou encore réfections de chemins agricoles, missions et travaux dont la réalisation est complètement bloquée dans l'attente de la réparation de ce véhicule ;

Considérant que cette pelle hydraulique est la seule dont dispose l'Administration communale pour réaliser les travaux et missions énumérés ci-dessus ;

Considérant qu'afin de ne pas retarder les réparations indispensables au maintien en service du véhicule, le Collège communal, en séance du 24 janvier 2017, a décidé d'approuver l'avenant n°1 et de faire ratifier cette décision par le Conseil communal dès sa prochaine séance ;

Considérant que l'adjudicataire demande une prolongation du délai de 3 jours ouvrables pour la raison précitée ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/745-51 (n° de projet 20160042) et sera financé par prélèvement ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la ratification de l'avenant n°1 du marché "Remise en état de la pelle hydraulique Liebherr A311 Litronic" pour le montant total en plus de 6.847,70 € hors TVA ou 8.285,72 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - D'approuver la prolongation du délai de 3 jours ouvrables.

Article 3. - De financer cet avenant par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/745-51 (n° de projet 20160042).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

- 9. Travaux** – MP 2016-14-SG-GU relatif au remplacement de trois convecteurs au gaz pour l'école communale d'Erbisoeul - proposition d'avenant n°1 au montant de 833,86 € HTVA ou 883,89 € TVAC – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) et l'article 26, §1, 2°, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Vu la décision du Collège communal du 8 novembre 2016 relative à l'attribution du marché "Remplacement de trois convecteurs au gaz pour l'école communale d'Erbisoeul" aux Ets. Dominique s.p.r.l.u., rue du Chat sauvage 8 à 7050 Herchies pour le montant d'offre contrôlé de 7.481,00 € hors TVA ou 7.929,86 €, TVA comprise ;

Attendu qu'en date du 17 janvier 2017, l'Entrepreneur nous a informé que conformément aux nouvelles normes relatives au gaz (chauffage et conduites), un coffret de détente gaz doit être installé à l'extérieur du bâtiment et les tuyauteries, alimentant les convecteurs au gaz, doivent être remplacées;

Considérant qu'une offre de l'adjudicataire a été reçue à cette fin le 17 janvier 2017 ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +		833,86 €
Total HTVA	=	833,86 €
TVA	+	50,03 €
TOTAL	=	883,89 €

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 11,15% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 8.314,86 € hors TVA ou 8.813,75 €, 6% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 722/723-60 (n° de projet 20160022) et sera financé par prélèvement ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'avenant n°1 du marché "Remplacement de trois convecteurs au gaz pour l'école communale d'Erbisoeul" pour le montant total en plus de 833,86 € hors TVA ou 883,89 €, 6% TVA comprise.

Article 2. - De financer cet avenant par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 722/723-60 (n° de projet 20160022).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

10. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'est posée.

11. Départ à la pension de Madame Colette VACHAUDEZ, agent du Service Personnel, et de Monsieur Bernard DANNEAUX, Responsable du Service Propreté.

Après un discours prononcé en l'honneur de Mr Danneaux, seul agent présent ce soir, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos :

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,